



Demande de modification d'une inscription au registre des ⁽¹⁾ :

1/4



N° 12725*01

- transporteurs publics routiers de marchandises et des loueurs de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises**
arrêté du 29 novembre 1999 modifié (JO du 5 décembre 1999)
- transporteurs publics routiers de personnes**
arrêté du 14 février 1986 (JO du 7 mars 1986)
- commissionnaires de transport**
arrêté du 4 octobre 2007 (JO du 18 octobre 2007)

I - Identification de l'entreprise :	N° SIREN	CODE NAF principal	CODE NAF secondaire
	□□□□□□□□□□	□□□□□□	□□□□□□

Vous utiliserez cet imprimé pour signaler tout changement intervenu dans les rubriques suivantes (il ne peut-être utilisé pour l'inscription à un nouveau registre)⁽¹⁾ :

- changement d'adresse du siège social ou de l'établissement principal (remplir case 1)
- changement de forme juridique (remplir case 1)
- changement de raison ou de dénomination sociale (remplir case 1)
- création d'établissement secondaire (remplir case 1)
- suppression d'établissement secondaire (remplir case 1)
- changement du responsable légal (remplir case 2)
- changement ou départ de la personne titulaire de l'attestation ou du justificatif de capacité professionnelle ou bénéficiant de la dispense de l'attestation ou du justificatif de capacité professionnelle (remplir case 3)
- nouvelles activités (salariées ou non) de la personne précitée (remplir case 3)
- radiation du registre

La présente demande est à adresser à la préfecture de la région (DRE) ou éventuellement pour les entreprises de transports de personnes du département (DDE) où l'entreprise a son siège social ou à défaut son établissement principal en France.

II - Modifications⁽²⁾	Siège ou établissement principal <input type="checkbox"/>	Établissement secondaire <input type="checkbox"/>
	N° NIC □□□□□□	

Case 1 - Information sur l'entreprise :

Nom et prénom ou dénomination : _____

Forme juridique de l'entreprise : _____

Nom commercial utilisé (le cas échéant) : _____

Adresse complète du siège ou de l'établissement secondaire : _____
(pour une entreprise ayant son siège à l'étranger, adresse de son établissement principal en France)

Code postal : □□□□□□ Commune : _____

Téléphone : □□□□□□□□□□ Télécopie : □□□□□□□□□□

Adresse électronique : _____

1) cocher la case correspondante et compléter le cas échéant

2) seules sont à renseigner les rubriques modifiées

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.

Case 2 - Responsable légal de l'entreprise ⁽³⁾ :

Date d'entrée en fonction :

jour			mois			année			

Nom : _____ Nom marital : _____

Prénoms : _____ Né(e) le _____ à : _____

Nationalité : _____

Adresse complète : _____

Code postal _____ Commune _____

Atteste sur l'honneur que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, j'ai résidé aux adresses suivantes :

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

Déclare sur l'honneur n'avoir fait l'objet :**Dispositions communes :**

Ni d'une condamnation prononcée par une juridiction française et inscrite au bulletin n° 2 de mon casier judiciaire ou, par une juridiction étrangère et inscrite dans un document équivalent, et entraînant une interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle ;

Ni de plus d'une condamnation mentionnée au bulletin n° 2 de mon casier judiciaire pour l'un ou l'autre des délits pour des infractions mentionnées dans les textes suivants :

- articles L221-2, L223-5, L224-16 à L224-18, L231-1, L233-1, L233-2, L234-1, L234-8, L317-1 à L317-4 du code de la route ;
- article 25 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 ;
- articles 3 et 3 bis de l'ordonnance n° 58-1310 du 23 décembre 1958 modifiée concernant les conditions de travail dans les transports routiers.

Dispositions relatives au transport de marchandises et aux commissionnaires de transport :

- articles L325-3-1 et L412-1 du code de la route ;
- articles L125-1, L125-3, L324-9, L324-10, L341-6 et L631-1 du code du travail ;
- articles 4 et 5 de la loi n° 75-1335 du 31 décembre 1975 relative à la constatation et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés ;
- article 3 de la loi n° 92-1445 du 31 décembre 1992 modifiée relative aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises ;
- article 23-1 de la loi n° 95-96 du 1^{er} février 1995 modifiée concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial.

Dispositions spécifiques au transport de marchandises :

- article L541-46-5^e du code de l'environnement.

NOTA : Le libellé précis des infractions énumérées ci-dessus peut être demandé à la direction régionale de l'équipement ou à la direction départementale de l'équipement qui instruit le dossier d'inscription. Ces déclarations seront vérifiées ultérieurement par l'administration avec un extrait de casier judiciaire.

Date : _____

Signature

Case 3 - Personne assurant la direction permanente et effective de l'activité de transport ou de commissionnaire :

Date d'entrée en fonction :

jour	mois	année

Nom : _____ Nom marital : _____

Prénoms : _____ Né(e) le _____ à : _____

Nationalité : _____

Adresse complète : _____

Code postal _____ Commune _____

Capacité professionnelle (article 4 du décret n° 99-752 du 30 août 1999 modifié, article 7 du décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié, article 4 du décret n° 90-200 du 5 mars 1990 modifié) voir notice Page 2 et 3 dispense - Motif de la dispense : _____ attestation } n° _____ date _____ Pays _____ Région _____ certificat } _____ justificatif } _____

Atteste sur l'honneur que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, j'ai résidé aux adresses suivantes :

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

du _____ au _____ adresse _____

Déclare sur l'honneur n'avoir fait l'objet :**Dispositions communes :**

Ni d'une condamnation prononcée par une juridiction française et inscrite au bulletin n° 2 de mon casier judiciaire ou, par une juridiction étrangère et inscrite dans un document équivalent, et entraînant une interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle ;

Ni de plus d'une condamnation mentionnée au bulletin n° 2 de mon casier judiciaire pour l'un ou l'autre des délits pour des infractions mentionnées dans les textes suivants :

- articles L221-2, L223-5, L224-16 à L224-18, L231-1, L233-1, L233-2, L234-1, L234-8, L317-1 à L317-4 du code de la route ;

- article 25 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 ;

- articles 3 et 3 bis de l'ordonnance n° 58-1310 du 23 décembre 1958 modifiée concernant les conditions de travail dans les transports routiers.

Dispositions relatives au transport de marchandises et aux commissionnaires de transport :

- articles L325-3-1 et L412-1 du code de la route ;

- articles L125-1, L125-3, L324-9, L324-10, L341-6 et L631-1 du code du travail ;

- articles 4 et 5 de la loi n° 75-1335 du 31 décembre 1975 relative à la constatation et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés ;

- article 3 de la loi n° 92-1445 du 31 décembre 1992 modifiée relative aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises ;

- article 23-1 de la loi n° 95-96 du 1^{er} février 1995 modifiée concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial.**Dispositions spécifiques au transport de marchandises :**- article L541-46-5^e du code de l'environnement.**NOTA :** Le libellé précis des infractions énumérées ci-dessus peut être demandé à la direction régionale de l'équipement ou à la direction départementale de l'équipement qui instruit le dossier d'inscription. Ces déclarations seront vérifiées ultérieurement par l'administration avec un extrait de casier judiciaire.

Date : _____

Signature

Déclare sur l'honneur assurer la direction permanente et effective de l'activité de ⁽¹⁾ :

transport ou de location de l'entreprise précitée commissionnaires de transport transport de personnes

- reconnais être présent(e) heures et jours par semaine dans l'entreprise précitée de transport ou de commissionnaire (à préciser);
- déclare être pourvu de l'autorité et de la compétence nécessaire pour veiller à l'observation des lois et des règlements régissant l'activité de transport et de commissionnaire ;
- reconnais être civilement et pénalement responsable, notamment des infractions à la réglementation sociale des transports routiers.

Déclare sur l'honneur ⁽¹⁾:

n'exercer aucune autre activité (salariée ou non) exercer les activités suivantes (dans ce cas, remplir le cadre ci-après)

Organisme ou Entreprise	A	B
Dénomination	_____	_____
N° SIREN	_____	_____
Adresses	_____	_____
Code postal	_____	_____
Commune	_____	_____
Qualité	_____	_____
Rémunération éventuelle	_____	_____
Nombre d'heures/mois	_____	_____

Date : _____

Signature

Selon la modification, joindre les documents suivants :

- attestation, certificat ou justificatif de capacité professionnelle (case 3);
- contrats de travail (case 3);
- feuilles de paie (case 3);
- délégations de pouvoirs et de signatures (cases 2 et 3);
- procurations bancaires délivrées par l'entreprise au responsable de l'activité de transport ou de location (case 3) ;
- certificat d'affiliation à une caisse de retraite des cadres datant de moins de trois mois (case 3);
- procès-verbal de l'assemblée générale concernant la nomination du responsable légal, temps consacré à ses fonctions, sa rémunération, ses responsabilités (case 2).
- statuts modifiés (case 1)
- extrait kbis RCS de moins de trois mois (case 1)
- photocopie pièce d'identité des responsables légaux et personne assurant la direction permanente et effective de l'activité de transport ou de location de l'entreprise (cases 2 et 3)

Avertissement : est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende, le fait de présenter sciemment de faux renseignements à l'occasion d'enquête relative aux conditions d'inscriptions aux registres ou à la délivrance de titres administratifs d'exploitation des véhicules. Article 25-II de la loi de finance n° 52-401 du 14 avril 1952.

III - Authentification du demandeur

Nom : _____ Prénom : _____

Date : _____

Signature